

**La sécurité urbaine:
un concept déterminant
de la sociologie de la ville**

Dr. Fatah AMARA
Département de sociologie
Université Badji Mokhtar –
Annaba

Résumé

L'approche sécuritaire illustre un renouveau conceptuel. L'état de sécurité d'une ville est la conséquence d'actes individuels, mais aussi collectifs, que sous –tendent des pratiques ancestrales. Il n'existe aucun critère quantifiable, a priori. Il faut donc les inventer pour permettre une analyse sociale de la ville, tant la sécurité est un concept producteur de distinctions sociales. Cette analyse ne pourra se passer d'une solide réflexion sur les limites, les seuils et enfin, l'évaluation de la prise de décision politique.

Introduction

La population mondiale est de plus en plus mobile et urbanisée. Les villes s'uniformisent pour répondre à des besoins devenus universels (se loger, travailler, se déplacer, communiquer), nécessitant d'apporter des réponses adaptées et adaptables à de nouvelles problématiques. La sociologie de demain sera confrontée, en tant que science des relations, au devoir d'apporter des réponses à des questionnements divers, sans omettre les individus– citoyens.

De plus en plus informés, revendiquant une plus grande participation, ceux – ci vont vraisemblablement réclamer un plus grand partage de la décision.

Ainsi, la concentration des hommes et des activités produit de plus en plus de promixuité et altère l'état de sécurité de la ville. La sécurité est un souci public.

ملخص

إن تجديد المفاهيم أعطى وجهة نظر أخرى لماهية الأمن، لأن الوضع الأمني للمدينة هو مستخلص للممارسات وسلوكات الأفراد و الجماعات، النابع عن تحليل اجتماعي للأمن في المدينة، و طالما أن مفهوم الأمن هو من يحدد الفوارق الاجتماعية فتحليله لا يستطيع أن يكون إلا من خلال تفكير جدي حول حدوده و قدرته على صنع القرار السياسي.

A ce titre, elle est revendiquée par tous et peut être gérée par des règlements, des législations. Elle peut aussi être monnayable, directement ou indirectement. Elle apporte de fait une valeur propre à un lieu, le discriminant positivement ou négativement. La sécurité est, en quelque sorte, le corollaire phénoménologique de la criminologie.

Elle est perçue, ressentie mais elle paraît difficilement mesurable et il est bien difficile de repérer les limites au –delà desquelles un individu est incommodé, tant elles diffèrent d'un individu à l'autre. Les usages, les pratiques ou les représentations de la sécurité varient donc fortement selon le contexte social, spatial et temporel. Et pourtant, la sécurité joue un rôle dans la sensibilité à l'environnement et plus particulièrement en ville, Si le maintien de la sécurité est une affaire personnelle, mais aussi collective et politique.

Les édiles tentent de résoudre ce délicat problème du maintien de la sécurité urbaine. Considérer la sécurité urbaine comme le simple fait d'installer des commissariats et d'organiser des rondes serait réfuter la complexité de ce concept. Le degré de sécurité de la rue ne résulte pas du rapport entre la population et le respect de la loi: ce serait laisser la part belle aux législateurs.

La sociologie doit s'interroger et mettre en œuvre ou adapter de nouvelles méthodes pour résoudre les problématiques nouvelles soulevées par ce concept encore mal connu de notre science.

I. Un nouveau concept qui permet de renouveler le rapport à l'espace

Au travers de l'analyse complexe du concept de sécurité les «Urban studies » (globalement, la littérature inspirée par les études urbaines anglo-américaines) nous propose une vision cohérente de la ville en rassemblant et en liant par des causalités sécuritaires explicites, les réseaux mondiaux et locaux, et les processus de ségrégation, voire de dualisation (entre autre: Sassen S.1991; Castells M.1998; Ghorra-Gobin C.2000; Taylor P.J -2004).

L'approche de la sécurité permet de renouveler de manière inventive le rapport aux relations contemporaines et de créer de nouveaux liens sociaux sur le territoire décrivant et expliquant la hiérarchie, l'organisation, et l'évolution du phénomène sécuritaire de ces interactions et de ces réseaux (Cattan N.& ai.1994; Rozenblat C.& Cicille P.2003; Taylor P.J.2004; Vacchiani-Marcuzo C.2005).

Ainsi, la métropolisation (dans les pays développés) et l'étalement urbain (dans les pays en voies de développements) ne sont pas sans conséquences à l'échelon social et au niveau sécuritaire. Mais pressé de s'engouffrer dans la dualisation de sa morphologie socio- spatiale, entre ces quartiers d'affaires véritables citadelles de verres et d'aciers, sécurisées par des vigiles (Marcuse P.1989, 1997) et ces espaces en crise, on élude le plus souvent l'étude de sa fonction sociale, et son emprise sécuritaire.

A-Un concept complexe, Sociologique et modélisable, producteur de relations sociales

Evoquer la sécurité urbaine n'est pas à proprement parler une nouveauté en sociologie. Quelques travaux (Staszak j.f 1999-Taylor pj.2004) évoquent les principales interrogations que soulève la sécurité urbaine, mais, aucun n'a débouché sur une véritable analyse sociale d'une ville. La sécurité, qualité de ce qui est serein, exempt de peur, est évolutive en fonction des connaissances scientifique, technologiques et culturelles. Ainsi, la complexité du concept est sans doute un frein au transfert des interrogations précédemment évoqués aux relations urbaines rappelant les premiers tâtonnements concernant l'étude de la criminalité et les différents courants qu'elle a suscités. Moyennant quoi, il est possible d'appréhender la sécurité urbaine comme on a pu appréhender le paysage, tenir compte de l'importance de la notion d'échelle, analyser les liens signifiante– signifié, valider la pertinence des éléments, prendre en compte les phénomènes de rémanence ainsi que le poids de la culture.

On peut reconnaître à la sécurité une connotation sociale par sa dimension personnelle ou sociétale. A la «sécurité subie», résultat d'une injonction légiférée (ne pas déranger autrui, ne pas s'exposer au danger sur la voie publique, respecter les usages réglementaires... ect) se substitue une «sécurité agie» qui module les formes de relation à autrui. La sécurité devient la manifestation d'une manière d'être ensemble.

Elle détient une connotation technique, grâce au rôle des ingénieurs et des inventeurs permettant les progrès technique: les alarmes permettant de lutter contre les voleurs, plus récemment les «caméras vidéos ». La technique est un luxe de civilisations riches, mais il n'empêche que les civilisations de l'antiquité avaient déjà pris soin d'entretenir et d'assurer la sécurité de leurs villes.

Elle revêt une connotation psychologique. L'avancée médicale influe sur nos représentations mentales. Les villes se dotent d'infrastructure de proximité, de surveillance des rues, de campagnes publicitaires pour inciter les habitants à œuvrer pour entretenir la vigilance en ville.

On peut aussi lui reconnaître une connotation économique. La sécurité a un coût. Il est indéniable que d'assurer la protection des biens et des hommes, la surveillance des rues et la pose de caméra vidéo, est onéreux en hommes et en matériels. Mais, dans le même temps, un espace sécurisé offre une plus-value non négligeable à un quartier, participant à la hausse éventuelle des prix des logements à la visite de touristes, etc. Le maintien et l'entretien de la sécurité des villes créent des emplois et certaines sociétés de surveillance urbaine sont devenues des multinationales puissantes. Il est à remarquer que ce phénomène est apparu en Algérie depuis l'avènement du terrorisme au début des années 1990 voire jusqu'à aujourd'hui. Ainsi la désertion des zones à risque a provoqué une concentration dans les villes les plus sécurisées ce qui engendra une flambée des loyers, et une demande accrue en système et organisme de sécurité surtout autour des installations sensibles. Ainsi, on assiste à l'émergence de société privée de transport de fonds et de surveillance des lieux surtout au sud et autour des installations pétrolières.

De plus en plus souvent, on peut lui affecter une connotation politique. La collectivité doit prendre en charge le maintien de la sécurité. La prise de décision est à plusieurs niveaux: l'état qui légifère les collectivités locales qui organisent et financent la surveillance et la sécurisation des espaces publics, les habitants de la ville, les usagers, les touristes qui adhèrent au maintien de la sécurité. Car, le «visible» est avant tout l'œuvre de l'élus. Son efficacité doit alors être facilement repérable. Dans toutes les villes, circulent des véhicules de police, des brigades d'interventions rapides reconnus par leurs uniformes, tous facilement identifiables par les logos de la collectivité locale ou de la société privée: l'essentiel est dans l'occupation du terrain.

Enfin, on ne peut négliger la connotation sociétale. La sécurité est aussi affaire de limites, au-delà desquelles un individu est indisposé. Au moins trois sens interviennent dans la perception de la sécurité: la sensation, la perception et le vécu.

Ces derniers sont conditionnés, éduqués et donc jamais exactement les mêmes selon les individus. Chacun a ses limites ce qui est acceptable est défini par les lois et les règles qui instaurent ces limites.

La sécurité urbaine est devenue une affaire de spécialistes, d'experts, validée par les décisions politiques. Le savoir du sécuritaire est séparé du vécu des habitants. Les questions relatives aux habitudes culturelles différentes, présentes dans les villes, ne sont pas posées. Il en est de même sur les différences qui affectent la perception même de l'inquiétant et du rassurant qui en relativise l'opposition selon les villes, rendant contestable la mise en place d'un modèle unique.

Ainsi, des villes comme Alger, Oran, Constantine et Annaba ne présentaient pas le même esprit sécuritaire durant la période du terrorisme, comparativement à Ghardaïa, Ouargla où Biskra cela étant dû à l'organisation sociale et culturelle, de ces villes, qui organise elle-même leur propre sécurité en impliquant la société civile (la Djemaa).

B- Une méthodologie appropriée

Le concept de sécurité urbaine soulève de nouvelles problématiques et induit le recours à une utilisation nouvelle des méthodologies existantes. Le traitement de la sécurité ne peut omettre la vision subjective sociale, culturelle et historique de celle-ci, tout en se voulant objectif et rationnel dans ses conclusions.

Quelles sont les marques tangibles de la sécurité qui s'inscrivent dans la ville?

Dans *The Urban land Nexus and the state* (1980), Allen.Scott.J. soutient qu'une analyse critique de la production de l'espace – société dans la ville requiert une analyse croisée du rôle des acteurs et des logiques institutionnelles. Il s'avère donc, nécessaire de partir de l'expertise de l'état de sécurité dans la ville ou de l'espace étudié puisqu'il n'existe aucun critère mesurable et quantifiable. Il semble opportun de recourir à une méthodes analytique et explorer le terrain d'étude afin de mener un travail descriptif. Parcourir l'espace étudié et repérer des traces s'imprégner, visualiser, comprendre, percevoir une organisation (ou sont les lieux suspects, les lieux sûres). C'est une phase éminemment subjective car dépendante de l'appréciation du collecteur. Elle permet d'élaborer une partie des critères qui seront

soumis aux populations interviewées. Ainsi, le collecteur peut repérer la présence de personnes suspectes, de bouteilles et de canettes vides, d'occupation de la rue à des fins économiques, enfreignant les lois, etc. Aux interviewés de répondre, s'ils sont gênés ou non par ces critères et, dans l'affirmative, de localiser les lieux préjugés suspects. Car la sensation de sécurité renferme une grande part de subjectivité.

Il faut aussi, en parallèle, mener un inventaire des pratiques induites par la tradition et les aménagements décidés par les élus locaux ou nationaux (au travers des lois, des directives, des arrêtés, etc.). Ainsi, dans une même ville, peuvent être installés des commissariats d'arrondissement, et donc visibles depuis la rue; mais aussi des véhicules de surveillances installés sur les trottoirs; ou encore un service de rondes permanentes. La collectivité territoriale peut recourir à une société privée ou maintenir un service public. Chacune des décisions a un coût financier et joue sur l'assiette fiscale des habitants: décider de surveillances individuels ou collectifs n'induisent pas les mêmes charges financières.

C'est la somme de ces travaux d'investigation qui permettra de rendre compte de l'existant mais aussi de repérer des différences qui amènera à préjuger de l'organisation d'un espace. Ainsi, en Algérie, dans le centre ville, de plus en plus souvent, les forces de maintien de l'ordre sont visibles pour les passants. Ainsi, les tracés d'insécurité sont disséminés tout au long des rues et sont les conséquences de gestes dits d'incivilité (injures, gestes brutes, provocations verbales,... etc). Des passants, alors que les délits graves, ne sont plus visibles des passants et que les traces liées aux activités suspectes ne sont pas plus forcément perceptibles. En revanche, dans les quartiers de banlieue, les traces d'insécurité sont plus localisées et paradoxalement à proximité d'un commissariat ou près d'un véhicule de surveillance. Ainsi, les responsabilités sont elles diffuses: dysfonctionnement des services urbains rôle des populations résidentes, etc.

Mais résumer la sécurité de la ville à une quantité de traces visibles est réducteur. L'étude peut montrer que d'autres critères tout aussi subjectifs interviennent dans la sensibilité de chacun à l'état de sécurité. L'état du revêtement des trottoirs, leur couleur, leur texture, les odeurs qui flottent dans la ville, le bruit mais aussi l'état des façades des bâtiments, leur couleur, la taille des rues, leur orientation, leur luminosité participent à la perception de l'état de sécurité d'une ville.

Ainsi, une ville mal éclairée, avec des ruelles étroites, et une disposition anarchique des habitations inspire un sentiment d'insécurité pour le visiteur.

Comment les populations intègrent –elles ces marques dans leur perception de la ville?

Il est essentiel de faire émerger et de collecter les représentations des différents types d'acteurs de la sécurité (l'habitant, l'élue, le technicien, l'usager, le touriste, etc.)

Trois vecteurs ont été privilégiés: l'interview des habitants (sondage d'opinion), le forum (internet) et les sites des collectivités locales (quant-ils existent!).

Concernant l'interview, l'élaboration des critères est fondamentale. Il faut pouvoir restituer les différents faisceaux perceptifs. Les impressionnistes «ont inventé» la ville méditerranéenne, ville de lumière, taches blanches éclatantes sur fond de bleu, de vert ou de jaune, s'opposant à la grisaille des villes du nord. Les auteurs de romans policiers ont plutôt brossé des portraits «noirs» des villes méditerranéennes, lieux de crimes. Le cinéma a profité des ambiances particulières et des paysages «typiques» des villes du pourtour méditerranéen. Ainsi, toute ville est-elle connotée, «artialisée» selon la thèse d'A. Roger. Les artistes nous ont éveillés à la sensibilité d'une ville, et Séville, Alger ou Marseille véhiculent des perceptions et des sensations qui sont propres à chaque berceau civilisationnel.

Les critères qualitatifs et leurs effets sont alors quantifiables, mesurables, modélisables. Ils peuvent être cartographiés et vont enrichir les modèles urbains actuels. La sociologie, en quantifiant des critères qualitatifs (faire émerger des représentations divergentes), offre une nouvelle approche centrée sur l'individu mais dont la somme des pratiques et des représentations crée différents types qui se distinguent les uns des autres tout en considérant l'organisation des villes. Ainsi, à Annaba, après les deux premières phases (inventaire et collecte des représentations) a-t-il été possible de montrer qu'il existe des types d'espace qui n'ont pas tous le même état de sécurité, que ceux-ci diffèrent en fonction des lieux de résidence et d'origine sociale. En premier lieu, tous les habitants de Annaba, n'ont pas les mêmes pratiques en matière de maintien de la sécurité.

Elle est privilégiée par les habitants issus récemment de l'exode rural. Elle est encore pratiquée dans les quartiers non –réglementaires

de la banlieue de la ville et dans certains quartiers plus centraux. La vigilance est de rigueur. Les habitants de la médina se sont toujours organisés pour gérer collectivement les problèmes de sécurité en ville. Ce modèle de maintien de l'ordre est obsolète au regard de la méthode contemporaine qui, en copiant sur le monde occidental, requiert l'existence d'infrastructure capable d'assumer les problèmes de l'insécurité. Ce modèle dominant tend à discréditer les précédents, les supprime sans en évaluer les atouts. Ainsi, dans une même ville existe-t-il des regards croisés sur un même problème, des sensibilités diverses et une volonté de s'ouvrir au tourisme de masse mais aussi d'offrir des repères «universels» dans une ville qui s'organise selon des critères socio-temporels divergents.

II. Un concept utile d'aide à la décision pour la gestion des villes

Cette demande de sécurité paraît générale et éminemment personnelle car la sensation de sécurité est en parties subjective ce qui inspire l'insécurité pour l'un peut ne pas l'être pour l'autre ! Elle doit être locale mais aussi globale au niveau de toute la ville. Celle-ci doit être effective en tout lieu dans un souci d'égalité sociale. En effet, par exemple, la perception de l'état de sécurité semble intervenir dans les choix de la localisation de la résidence des habitants d'une ville, résultante d'une satisfaction ou d'un rejet et qualifiant positivement ou négativement un type d'espace urbain.

Les préceptes de la culture, la communication des collectivités locales ne parviennent pas à uniformiser nos actes. L'individualisme latent limite les résultats. Inversement, une débauche de moyens techniques, souvent onéreux, ou l'intervention immédiate sur simple appel téléphonique ne résolvent pas les problèmes de fond.

Une bonne connaissance du concept polysémique de sécurité devrait engager une véritable démocratie participative afin d'adapter les pratiques en fonction des villes, des quartiers et surtout, de ceux qui y habitent. Ceci implique une adhésion véritable des populations locales aux décisions concernant la gestion du territoire. Mais le problème de communication entre les spécialistes de la sécurité et (ou) les politiques et les citoyens est à résoudre. La nécessité d'une information/formation des acteurs de l'espace (dont les populations locales) est indispensable pour l'acceptation et la recevabilité de la prise de décision par tous. Ce long processus devrait aboutir à l'intégration éventuelle d'idées, d'usagers dans le projet ou à des

explications supplémentaires du projet montrant les impossibilités de ces mêmes idées pour atteindre la confiance et le consensus.

Enfin, la mise en place de moyens pour le maintien de l'ordre a un coût pour les contribuables. Il devient nécessaire de rendre des comptes et, de mettre en place des outils d'évaluation performants.

III. Un Concept qui soulève de nouveaux questionnements

La demande sécuritaire relève des nouvelles problématiques de l'espace social. On assiste à une dilution du concept de seuil. Le seuil de la maison qui était le lieu de séparation entre le dehors et le dedans tend à disparaître. La différenciation espace privé public semble aussi s'estomper.

Les habitants des villes réclament le même degré de sécurité dehors que dedans, la même sérénité aussi. L'espace urbain devient le prolongement du domicile.

Ainsi, la localisation de l'habitation devient un véritable enjeu. Peut-on accepter de vivre dans un îlot coupé du reste de la ville? Les surfaces d'habitation rétrécissent, le dehors deviendrait-il un espace intégrable, dédié à de nouvelles pratiques? Pour autant, les pratiques diffèrent car les enjeux ne sont pas la ville d'autre fois, sans doute du fait de la taille de la ville, du nombre d'habitant et de l'anonymat. La science des relations qu'est la sociologie va devoir prendre en compte ces mutations, elle va devoir imaginer, adapter de nouveaux outils, de nouvelles méthodes et d'investir dans des travaux, tels ceux sur la sécurité que nous venons d'évoquer pour comprendre ces processus. Les changements d'ordre qualitatif vont avoir pour effets une demande supplémentaire en moyens humains, techniques, et financiers.

Dans le même temps, la responsabilisation semble diminuer car la prise de décision est de plus en plus le fait des élus. On retrouve cette dichotomie citoyen/élus dans les études de risque. Les experts (ceux qui savent) déterminer des plans, des cartes, des zonages. Ceux –ci sont adoptés par les élus qui les imposent aux populations, créant certitudes ou rejets, mais dans tous les cas déresponsabilisation des citoyens, renforçant par là-même la responsabilisation des élus. Les prises de décision omettent de prendre en compte les limites, les seuils, en d'autres termes le citoyen. Comment continuer de décider à la place de celui-ci sans parvenir à élaborer grille de critères qui

permettront d'anticiper ses réelles volontés pour, ensuite, éviter le reproche de ne pas avoir respecté les décisions?

Conclusions

Dans un processus de mondialisation qui, dit-on, semble uniformiser les pratiques et les structures et organisations sociales, faisant la part belle aux sociétés multinationales et aux chercheurs, la sociologie, alliant rigueur et diversité des méthodes, des outils, des pratiques à la connaissance des individus et des relations, peut offrir «une troisième voie » dans le respect de l'altérité.

Ainsi, le traitement des problèmes des quartiers périphériques et la gestion de la criminalité qui caractérise ces espaces se doivent de s'identifier à une ville ou à une autre, d'un quartier à l'autre, soit du fait des pratiques vernaculaires des habitants, soit du fait des décisions politiques, sûrement des deux en ne privilégiant ni tout à fait l'approche technique et scientifique, ne justifiant pas toujours la décision politique, mais respectant les deux en apportant la quote-part des individus-citoyens, acteurs de leur espace sécuritaire.

En fin, pourrait- on plaider pour une analyse plus approfondie d'approche multi niveaux, dont le moindre des mérites est de pouvoir associer des points de vue traditionnellement antagonistes, et ainsi dépasser une opposition souvent stérilisante dans le contexte politique actuel: Il est évident pour tous qu'on ne saurait réduire la question sécuritaire, ni à la mise à l'écart liée aux chocs exogènes économiques (crise industrielle) et au chômage de masse induisant un exode massif, ni à une volonté délibérée d'exclusion économique, ni à une logique purement endogène liée à la montée du clanisme, et de l'intégrisme. Il nous semble indispensable à l'heure actuelle de mener des études plus approfondies, afin de faire apparaître la part des choses, et de distinguer ce qui est dû aux variables exogènes et ce qui revient aux variables endogènes et d'en mesurer l'importance.

Bibliographie

- 1**-Castells M.1998–L’ère de l’information, la société en réseaux, fayard, Paris, 613p.
- 2**-Cattan N. Punain D.Rozenblat C.& saint –Julien .T .1994(Réed 1998)-les systèmes des villes européennes. Coll.villes Anthropos. Paris, 201p.
- 3**-Ghorra- Gobin C. 2000 –les états unis entre local et mondial presses de sciences po, Paris, 287p
- 4**-Graat. N° 26, actes du colloque de Tours sur le crime organisé à la ville et à l’écran (1929-1951) Tours 2002.
- 5**-John Dean, et Jaques Pothier-le crime organisé de la prohibition à la guerre froide, ENS de Cachan et université de Versailles, éditions du temps, Juin 2002.
- 6**-Marcuse P.1989, 1997–The Ghetto of exclusion and the fortified enclave the American behavioral scientist (41) p 311-326.
- 7**-Romain Huret 2001 – le crime organisé à la ville et à l’écran (1951-1979)-éditions Atlande (guide pratique) 2001.
- 8**-Rozenblat C & Cicille P.2003 – les ville européennes éléments de comparaison- la documentation française (DATAR), Paris, 59p.
- 9**-Sassen S.1991 – éd- française: la ville globale. New-York,Londres, Tokyo, Descartes, Paris, 530p.
- 10**-Scott A.J 1980: the urban land nexus and the state. Pion London, 256p.
- 11**-Staszak J.F 1999: «Détruire Detroit. La crise urbaine comme produit culturel». Annales de géographie, p278-299.
- 12**-Taylor P.J 2004: world city network: a global urbane analysis Routledge, London & New-York, 241p.
- 13**-Vacchiani -Marcerzo C. 2005: Mondialisation et système des villes, Thèse, UFR de géographie .Paris I